



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et  
de la communication DETEC

Office fédéral des transports OFT

Septembre 2021

---

# Deuxième paquet de mesures de soutien pour les transports publics durant la crise du COVID-19

## Rapport relatif aux résultats de la consultation

---

Aktenzeichen: BAV-041.4-2/11/2/3/10



033D3401/232

## 1. Situation de départ

### 1.1 Mandat

Le Conseil fédéral a chargé le DETEC le 11 août 2021 de mener auprès des cantons, des partis politiques, des associations faîtières des communes, des villes et des régions de montagne qui œuvrent au niveau national, des associations faîtières de l'économie qui œuvrent au niveau national et des milieux intéressés une consultation sur le deuxième paquet de mesures de soutien pour les transports publics durant la crise du COVID-19.

### 1.2 Mise en œuvre de la consultation

La consultation a duré du 11 août au 7 septembre 2021.

81 destinataires ont été invités.

Au total, 50 prises de position ont été enregistrées.

	Destinataires	Prises de position
Cantons + CTP	27	27
Partis politiques	11	4
Associations faîtières des communes, des villes et des régions de montagne qui œuvrent au niveau national	3	3
Associations faîtières de l'économie qui œuvrent au niveau national	8	3
TU et autres	3	2
Organisations	29	10
Divers	-	1
<b>Total</b>	<b>81</b>	<b>50</b>

### 1.3 L'évaluation des prises de position est représentée sous la forme d'un tableau.

En outre, les différents points mentionnés sont énumérés.

Un document séparé comprenant toutes les prises de position reçues sera publié par la Chancellerie fédérale.

## 2. Déclaration générale au sujet de l'ensemble du paquet

	Oui	Oui, mais	Non, mais	Non	Rien / abstention
Cantons et CTP	OW	AG, AI, AR, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, NE, NW, LU, SG, SH, SO, SZ, TG, TI, UR, VD, VS, ZH et CTP		ZG	
Partis		Centre, PLR, PSS	UDC		
Ass. Faïtière des communes, villes, régions montagne					UVS, SAB, ACS
Ass. Faïtières économie		USS, Travail Suisse, economiesuisse			
ET et autres	CFF	BLS			
Organisations		LITRA, SEV, Transfair, Hauptstadt Region Schweiz, UTP, ATE			RAlpin, VAP, FST, RMS, Hu-pac

- De manière générale, l'ensemble des participants salue le deuxième paquet de mesures de soutien pour les transports publics (TP) durant la crise du COVID-19 proposé par le Conseil fédéral. Les participants remercient le Conseil fédéral de proposer assez tôt des mesures pour venir en aide aux entreprises des TP qui subissent largement les effets de la crise du COVID-19.
- Dans l'ensemble, le deuxième paquet de mesures est approuvé. Toutefois, une bonne partie des cantons et la CTP demandent d'aller plus loin et proposent davantage de mesures pour soutenir les secteurs du transport local et transport touristique. Les organisations et associations concernées par le tourisme demandent également d'étendre davantage les mesures visant à venir en aide aux entreprises actives dans ce secteur.
- Le canton de Zoug salue le deuxième paquet de mesures mais désire impliquer davantage les propriétaires des entreprises de transports dans la responsabilité de prendre des mesures pour leur venir en aide. Le Canton d'Obwald salue et approuve les mesures proposées par le Conseil fédéral.
- Dans la colonne « Rien/abstention » sont répertoriés les participants qui ne se sont pas exprimés sur l'ensemble des mesures mais uniquement sur un secteur en particulier.

### Positions des partis politiques :

- Pour le Centre, il est important qu'il y ait dans le futur un service public fort, pérenne et fiable. Il est important aussi d'éviter dans le futur des dommages durables sur la mobilité. Par conséquent, le Centre est convaincu qu'un soutien financier limité dans le temps pour les entreprises de transport est nécessaire et correct. Toutefois, le Centre estime que la volonté du Parlement n'est pas respectée dans ce projet et demande davantage de soutien financier notamment dans les secteurs du transport local, du transport touristique et du trafic grandes lignes (TGL). Concernant le TRV et le fret ferroviaire, le Centre approuve les solutions du Conseil fédéral.
- Les Libéraux-Radicaux approuvent ce deuxième paquet de mesures de soutien aux TP. Dans ce contexte il est opportun que les aides accordées pour l'année 2020 le soient aussi en 2021, ceci d'autant plus que la plupart de ces entreprises ont déjà épuisé leurs réserves et ne peuvent donc plus couvrir leur déficit. Cela étant, il est aussi clair pour le PLR que ces aides ne pourront pas être reconduites telles quelles en 2022. Si les déficits financiers devaient se prolonger, d'autres mesures devraient être envisagées. Le PLR approuve les mesures proposées par le Conseil fédéral pour le TRV, le fret ferroviaire et le TGR. Par ailleurs, le PLR soutient la formulation du Conseil fédéral qui permettrait de venir en aide aux entreprises du secteur du transport local et du transport touristique.
- Dans l'ensemble, l'UDC n'est pas en faveur d'un deuxième paquet de mesures de soutien pour les TP en 2021, estimant qu'il n'est pas acceptable de perpétuer les exceptions et de couvrir les problèmes avec davantage d'argent. L'UDC estime qu'il est temps de remettre en question de manière critique les offres existantes et leur financement et en introduisant plus de vérité des coûts dans les transports publics. L'UDC rejette la solution de soutien proposée pour le TRV et le fret ferroviaire. Elle partage l'avis du Conseil fédéral exprimé dans le rapport explicatif mis en consultation que le transport local et le transport touristique ne doivent pas être soutenus par la Confédération. Elle rejette par ailleurs la formulation du Conseil fédéral qui permettrait de venir en aide à ces deux secteurs si cela devait être décidé ainsi. Pour le TGL, l'UDC partage l'avis du Conseil fédéral.
- Le PSS salue le soutien financier proposé par le Conseil fédéral dans ce projet, également pour le trafic local et touristique. Toutefois, le PSS s'interroge sur la prolongation des mesures sur l'année 2021 uniquement. Au vu des pronostics, l'hypothèse d'un troisième, voire d'un quatrième paquet de mesures pour les années à venir est prévisible. Les demandes du PSS vont donc plus loin que le cadre proposé par le Conseil fédéral dans le projet mis en consultation, et s'étendent jusqu'à fin 2023 respectivement jusqu'au moment d'atteindre à nouveau les niveaux d'avant la crise. Le PSS soutient les propositions du Conseil fédéral pour le TRV et le fret ferroviaire, toutefois, le PSS demande que ces mesures soient prolongées au-delà de 2021. Le PSS juge inacceptable que le Conseil fédéral renonce à des mesures pour le transport local et le transport touristique, et demande d'aller plus loin pour le TGL.

### 3. Evaluation individuelle des prises de positions sur chaque thème

#### 3.1 Mesures dans le trafic régional de voyageurs (TRV):

Couverture du déficit en 2022 grâce à une contribution unique aux entreprises de transport basée sur les comptes annuels 2021. La contribution sera financée par la Confédération et les cantons, proportionnellement à leur taux de participation actuel. Les entreprises de transport doivent participer aux coûts en fonction de leur capacité financière (art. 28 al. 1bis LTV)

Pas de dividendes pour les années 2020, 2021 et 2022 (Art. 36 al. 2bis LTV)

	Oui	Oui, mais	Non, mais	Non	Rien / abstention
Cantons et CTP	AG, BL, BS, FR, GE, GL, JU, NE, NW, OW, SO, UR, VD, VS,	AI, AR, BE, GR, LU, SH, SG, TG, TI, ZH, CTP		ZG	SZ
Partis	PLR, PSS			UDC	Centre
Ass. Faïtière des communes, villes, régions montagne					UVS, SAB, ACS
Ass. Faïtières économie	USS, Travail suisse,			economiesuisse	
ET et autres	CFF, BLS				
Organisations	LITRA, SEV, transfair, UTP, ATE	Hauptstadtregion Schweiz			Ralpin, VAP, FST, Hupac, RMS

- Une grande partie des cantons et des organisations et associations approuvent cette solution de couvrir les déficits de 2021 sur le même modèle que 2020. Ceci simplifie les processus de demandes pour les entreprises. Les conventions d'offres ne doivent pas être renégociées entre les commanditaires et les entreprises.
- La CTP suivie par quelques cantons salue la solution proposée par le Conseil fédéral de couvrir les déficits 2021 sur la base du modèle de 2020, mais demande en outre qu'il soit introduit dans la LTV que seuls les déficits issus de pertes financières liées au COVID-19 puissent être indemnisés.
- Economiesuisse est d'avis qu'une couverture des déficits est une mauvaise incitation, et que la Confédération aurait meilleur temps de recourir à des prêts remboursables.

### 3.2 Mesures dans le trafic local

Aucune mesure dans le trafic local n'est proposée parce que ce n'est pas de la compétence de la Confédération, mais de celles des cantons et des communes. Le Conseil fédéral ne voit aucune raison de déroger à la règle de financement dans ce secteur.

S'il devait être décidé par le Parlement de quand même soutenir le trafic local, le Conseil fédéral formule la recommandation suivante :

*Extension jusqu'à fin 2021 de la base juridique permettant à la Confédération de verser des indemnités au titre du transport local pour compenser les pertes liées au COVID-19. La part de la Confédération s'élève au tiers des pertes financières dues à la crise du COVID. L'indemnisation a lieu sur la base du modèle adopté pour 2020 des comptes de résultats par ligne des entreprises (art. 28 al. 2bis LTV)*

*Pas de dividendes pour les années 2020, 2021 et 2022 (Art. 36 al. 2bis LTV)*

	Oui	Oui, mais	Non, mais	Non	Rien / abstention
Cantons et CTP	AI, OW, ZG		AG, AR, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, LU, NE, NW, SG, SH, SO, SZ, TG, TI, VD, VS, ZH, CTP	JU	UR
Partis	UDC		PLR, PSS	Centre	
Ass. Faîtière des communes, villes, régions montagne			UVS, ACS	SAB	
Ass. Faîtières économie	economiesuisse		USS, Travail suisse		
ET et autres					CFF, BLS
Organisations			LITRA, SEV, transfair, Hauptstadregion Schweiz, UTP, ATE		RApin, VAP, FST, RMS, Hu-pac

- Les participants qui sont d'accord avec la formulation du Conseil fédéral pour tout de même soutenir le transport local selon le projet sont regroupés dans la colonne « non mais ».
- Les participants qui demandent davantage que la proposition du Conseil fédéral sont classés dans la colonne (« non »). La République et Canton du Jura demande que le transport local soit indemnisé sur la même base que le TRV. Le Centre reconnaît qu'un soutien financier pour le trafic local doit également être présenté. Et SAB demande que le soutien dans le transport local soit étendu à l'année 2022 également si la situation épidémiologique l'exige.

### 3.3 Mesures pour le trafic touristique:

Aucune mesure dans le trafic touristique n'est proposée parce que ce n'est pas de la compétence de la Confédération. Le Conseil fédéral ne voit aucune raison de déroger à la règle de financement dans ce secteur.

S'il devait être décidé par le Parlement de quand même soutenir le trafic touristique, le Conseil fédéral formule la recommandation suivante :  
*Extension du 1<sup>er</sup> mars 2020 au 30 juin 2021 de la base juridique permettant à la Confédération de participer au financement du transport touristique. L'aide fédérale est subordonnée à l'octroi d'une aide cantonale et ne peut dépasser 80% de celle-ci. Elle est aussi limitée aux offres touristiques soumises à concession de transport de voyageurs ou à autorisation cantonale permettant d'exploiter des installations de transport à câbles (art. 28a LTV)*

*Pas de dividendes pour les années 2020, 2021 et 2022 (art. 28a, al. 2 let. b LTV)*

	Oui	Oui, mais	Non, mais	Non	Rien / abstention
Cantons et CTP	AI, JU, OW, SO, ZG		BS	AG, AR, BE, BL, FR, GE, GR, GL, LU, NE, NW, SG, SH, SZ, TG, TI, UR, VD, VS, ZH, CTP	
Partis	UDC		PLR	Centre, PSS	
Ass. Faîtière des communes, villes, régions montagne				SAB	UVS, ACS
Ass. Faîtières économie	economiesuisse			USS, travail suisse	
ET et autres				BLS	CFF
Organisations				LITRA, SEV, transfair, Hauptstadtregion Schweiz, FST, RMS, UTP, ATE	RAIpin, VAP, Hupac

- Les participants qui sont d'accord avec la formulation du Conseil fédéral pour quand même soutenir le transport touristique selon le projet sont regroupés dans la colonne « non mais ».
- Les participants qui demandent davantage que la proposition du Conseil fédéral sont classés dans la colonne (« non »). La CTP et les cantons sont en faveur d'un soutien pour le transport touristique sur la base de la proposition du Conseil fédéral, mais en prolongeant la durée d'indemnisation jusqu'au 31 décembre 2021. Ils demandent aussi que les aides de la Confédération ne soient pas que conditionnées à une aide cantonale mais aussi à une aide communale. De plus, ils demandent que les aides fédérales soient étendues aux offres touristiques proposées et/ou commandées par les cantons et les communes.

- Certaines associations et organisations actives dans le trafic touristique demandent que l'aide financière fédérale soit étendue du 1er mars 2020 au 31 décembre 2021 et qu'elle soit subordonnée au fait que les déficits financiers liés au COVID-19 dépassent le bénéfice net réalisé par l'entreprise au cours des exercices 2017-2019, après déduction d'un tiers des réserves libres (et non l'entier des réserves libres).
- Une demande concerne les filiales des entreprises de trafic touristique. Il est demandé que ces entreprises puissent également bénéficier du soutien de la Confédération.
- Il est demandé également d'augmenter le crédit destiné à soutenir le trafic touristique et de prolonger le soutien jusqu'à fin 2022.



### 3.4 Mesures pour le trafic ferroviaire de marchandises

Un crédit supplémentaire de 25 millions de francs est demandé au Parlement pour pouvoir indemniser en 2021 les entreprises de transports actives dans le domaine du trafic de marchandises intérieurs, d'importation et d'exportation suisse.

Aucune modification de la base légale n'est nécessaire pour soutenir les entreprises de transport actives dans le trafic de marchandises par rail en 2021.

Pas de dividendes pour les années 2020, 2021 et 2022 (art. 9a, al.2 LTM)

	Oui	Oui, mais	Non, mais	Non	Rien / abstention
Cantons et CTP	AG, AI, BE, BL, BS, FR, GL, GR, JU, LU, NE, NW, SH, SG, SO, TG, TI, UR, ZH, CTP			ZG	AR, GE, OW, SZ, VD, VS
Partis	Centre, PLR	PSS		UDC	
Ass. Faîtière des communes, villes, régions montagne					UVS, SAB, ACS
Ass. Faîtières économie	Travail suisse	USS		economiesuisse	
ET et autres	CFF	BLS			
Organisations	Transfair, Hauptstadtregion Schweiz, ATE	LITRA, RAlpin, VAP, SEV, UTP, Hupac			FST, RMS

- Dans l'ensemble tous les cantons accueillent favorablement le crédit supplémentaire de 25 millions de francs pour soutenir le trafic de marchandises par rail en 2021.
- La question de la chaussée roulante a été soulevée et fait l'objet de demandes émanant essentiellement des associations et organisations actives dans ce secteur. Il est demandé un crédit supplémentaire de 5 millions de francs pour la chaussée roulante.
- Il est demandé aussi que l'interdiction de la hausse des prix par CFF Cargo soit inscrite dans le message.

### 3.5 Mesures pour le trafic grandes lignes (TGL)

Aucune mesure n'est proposée pour le trafic longues distance. Le Conseil fédéral ne juge pas nécessaire de fournir aux CFF un soutien direct visant à compenser les effets de la crise du COVID-19 sur leurs résultats en TGL. Toutefois, un groupe de travail interdépartemental examinera s'il y a lieu de prendre des mesures spéciales pour assurer le financement durable de l'entreprise.

	Oui	Oui, mais	Non, mais	Non	Rien / abstention
Cantons et CTP	AG, AI, BE, BL, BS, FR, GL, GR, JU, LU, NE, NW, SH, SG, SO, SZ, TG, TI, UR, VD, ZH, ZG, CTP				AR, GE, OW, VS
Partis	PLR, UDC			Centre, PSS	
Ass. Faîtière des communes, villes, régions montagne					UVS, SAB, ACS,
Ass. Faîtières économie	Economiesuisse		Travail suisse	USS	
ET et autres	CFF	BLS			
Organisations	Hauptstadtregion Schweiz, ATE	LITRA, UTP	transfair	SEV	RMS, RAAlpin, VAP, FST, Hu-pac

- Travail suisse et Transfair regrette que le paquet de mesures ne contienne pas de mesures pour le TRG. Ils demandent que si des mesures sont fixées dans le groupe de travail, les syndicats puissent être consultés.
- Il est demandé par quelques participants (colonne « non ») qu'une nouvelle consultation soit conduite rapidement avec des mesures de soutien pour le TGR.
- Pour BLS, UTP et LITRA, le paquet de mesures pour le TGL est acceptable, mais demandent que BLS soit impliqué dans le groupe de travail interdépartemental.

**Annexe** : La Chancellerie fédérale publiera un document séparé comprenant toutes les prises de positions enregistrées.